



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **28 JUIN 2016**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Danielle RADIX

☎ : 04 72 61 37 81

Fax : 04 72 61 37 24

✉ : danielle.radix@rhone.gouv.fr

ARRETE
imposant des prescriptions spéciales
à la société NEXANS
à LYON 7ème

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-12 et R 512-52 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2562 ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 novembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 autorisant la société NEXANS à poursuivre l'exploitation des installations de traitement par bains de sels fondus, de réfrigération et de transformation de polymères dans son établissement situé 170 avenue Jean Jaurès à Lyon 7ème ;

VU la déclaration du 21 octobre 2015 effectuée par la société NEXANS concernant la cessation de toutes les activités de son site de LYON 7ème relevant du régime de l'autorisation ;

VU le dossier du 21 octobre 2015 complété le 26 janvier 2016 par lequel la société NEXANS sollicite, pour l'îlot « RC NORD » de son établissement de LYON 7ème, 29 rue Pré Gaudry, une dérogation aux dispositions constructives pour les installations relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 2562, 4110 et 4420 de la nomenclature des installations classées ;

VU le rapport du 29 mars 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 19 mai 2016 ;

CONSIDERANT que la demande de dérogation effectuée par la société NEXANS est conforme aux dispositions de l'article R512-52 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société NEXANS a déposé le 21 octobre 2015 un dossier de déclaration pour le site NRC Nord de LYON 7ème en vue de régulariser la situation administrative de ses activités relevant du régime de la déclaration ;

CONSIDERANT que le bâtiment NRC Nord dispose des éléments constructifs suivants :

- un sous-bassement béton sur 1 à 1,2m de hauteur,
- une ossature par portiques poteaux/poutres métalliques,
- un bardage double peau,
- une toiture bac avec étanchéité multicouche,
- des menuiseries extérieures en aluminium ;

CONSIDERANT que la demande de dérogation susvisée porte sur les dispositions constructives des locaux abritant les installations, à savoir les murs périphériques non coupe-feu et les portes donnant sur l'extérieur non pare-flamme ;

CONSIDERANT, qu'en termes d'équipements de désenfumage, les locaux en rez-de-chaussée ne disposent pas d'ouvrants en façade, notamment au niveau de la ligne de vulcanisation à bains de sels fondus ;

CONSIDERANT ainsi qu'au regard de l'état actuel du bâtiment NRC Nord, les dispositions constructives ne répondent que partiellement aux prescriptions ministérielles ;

CONSIDERANT, toutefois, que la mise en conformité des dispositions constructives nécessiterait la réalisation d'un nouveau bâtiment, ce qui n'apparaît pas économiquement acceptable par l'exploitant ;

CONSIDERANT, de ce fait, que l'exploitant demande à bénéficier d'une dérogation aux prescriptions applicables sur les dispositions constructives, en particulier sur la résistance au feu du bâtiment ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-52 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, au vu de ce qui précède, qu'il convient d'accuser réception de la demande du 21 octobre 2015, complétée le 26 janvier 2016, effectuée par la société NEXANS, et d'accorder la dérogation prévue aux dispositions des arrêtés ministériels susnommés ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

Il est accusé réception de la demande du 21 octobre 2015, complétée le 26 janvier 2016, de la société NEXANS pour l'exploitation d'un bâtiment de recherche relevant du régime de la déclaration pour les rubriques 2562, 4110 et 4420 de la nomenclature des installations classées, à l'adresse : 29 rue Pré Gaudry, LYON 7ème.

ARTICLE 2

L'exploitation est conforme aux dispositions applicables pour les installations relevant du régime de la déclaration des installations classées pour les rubriques 2562, 4110 et 4420 de la nomenclature, excepté pour les points suivants :

- la résistance au feu du bâtiment NRC Nord (absence de murs coupe-feu),
- le système de désenfumage des locaux (absence de dispositifs d'évacuation des fumées).

En compensation, l'exploitation est conforme aux dispositions prévues dans les dossiers de déclaration déposés et référencés : « Dossier de régularisation ICPE pour NRC Nord - Rapport ARTELIA d'octobre 2015 (référence 8510680-5) » transmis le 21 octobre 2015 et complété le 26 janvier 2016 (complément Bureau Veritas référencé « Dossier n°6329904 » de janvier 2016). En particulier, l'exploitant met en place les moyens suivants :

- une procédure d'évacuation du NRC Nord,
- une procédure d'alerte du bâtiment « le Crab » voisin afin de procéder à son évacuation,
- le stockage dans des armoires coupe-feu des produits toxiques inflammables et les peroxydes organiques,
- l'utilisation des moyens incendie disponibles : un poteau incendie localisé sur l'avenue Jean Jaurès, à 80 m du bâtiment, deux RIA présents dans le bâtiment, des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, une détection automatique incendie reportée à la surveillance du site.

ARTICLE 3

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LYON 7ème et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement, et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

ARTICLE 4

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ; toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 7ème, chargé de l'affichage prescrit à l'article précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le **28 JUIN 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon



Denis BRUEL